Domaine Public

1020

DP

13 décembre 1990

Vingt-huitième année

J.A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand

Ombres et lumières

Le rapport de la commission d'enquête parlementaire «chargée de clarifier les faits d'une grande portée survenus au Département militaire fédéral» — qu'en termes choisis ces choses-là sont dites — comporte deux cent-huitante pages. soixante concernant l'organisation secrète de résistance (P26) et quarante son homologue chargée du renseignement (P27). Par une étrange alchimie médiatique, c'est la première, rapidement qualifiée d'armée secrète, qui a monopolisé l'attention de l'opinion et le feu des critiques.

Disons-le tout net: nous ne partageons pas les craintes, voire même les fantasmes de certains qui voient dans cette organisation un danger pour les institutions démocratiques, une menace de renversement de l'ordre constitutionnel: la maigreur des effectifs comme l'extrême déconcentration des pouvoirs en Suisse rendent cette hypothèse tout à fait irréaliste.

La critique fondamentale qu'on doit adresser à cette organisation de l'ombre, c'est la conception pathologique du secret qui a présidé à son existence et qui a affaibli sa mission. Que sa structure et son fonctionnement doivent relever de la plus haute confidentialité, c'est l'évidence même. Mais que cette exigence conduise à bafouer le principe de légalité et à exclure la responsabilité du pouvoir politique, voilà qui est à la fois inadmissible et contre-productif. Et le peuple et l'adversaire potentiel devraient être au courant. Le premier, parce qu'en démocratie c'est l'adhésion populaire qui légitime l'action publique; le second, parce que la dissuasion passe par l'expression claire de la volonté de résistance.

La CEP 2 consacre la plus grande partie de son rapport à l'analyse du Groupe renseignement et sécurité (GRS) de l'Etat-major général et aux fichiers personnels du DMF. Si la matière est à première vue moins médiatique que l'organisation P26, elle révèle une conception problématique de leur mission de la part de certains secteurs de l'administration militaire et des dérapages autrement plus graves relatifs aux droits des

personnes. Ainsi le GRS a étendu son champ d'action à la surveillance d'activités politiques à l'intérieur du pays; étaient notamment visées ce qui se nomme en allemand les organisations de front — sous-marins conscients ou non de la propagande soviétique. Cela en l'absence de base légale et en violation des droits politiques et de la personnalité.

Il n'est pas question de contester au DMF le droit de procéder à des contrôles de sécurité au sujet de militaires à promouvoir ou occupant des fonctions sensibles, de fonctionnaires et de tiers qui ont accès à des documents ou à des installations de caractère secret. Mais ce droit ne justifie pas de collecter et de classer des informations sur les opinions politiques et les engagements sociaux des individus, d'autant moins lorsque cette collecte résulte des critères propres de fonctionnaires disposant d'un large pouvoir d'appréciation.

La CEP 2 consacre un long chapitre aux fichiers de personnes du DMF. Elle a relevé le flou fréquent de la base juridique et des directives des instances supérieures, avec comme conséquence un enregistrement incohérent de données sur des personnes n'appartenant pas à l'armée et d'informations sans rapport avec les buts du fichier; la conservation des données au-delà du délai d'usage normal et l'échange abusif d'informations entre la police fédérale et le GRS. Ce travail, que la CEP 2 qualifie en partie de grotesque, n'illustre pas seulement l'absence de sérieux de certains services des renseignements militaires; il montre surtout à quel point une action administrative non contrôlée et dirigée peut facilement conduire à la violation de la sphère personnelle. Le démantèlement de la P26 se déroulera probablement sans trop de difficultés. La remise sur les rails de la légalité des activités du GRS, parce qu'elle se heurtera à la mentalité bien établie d'un corps administratif, risque bien d'être plus ardue. C'est pourquoi la vigilance démocratique exige qu'on ne prenne pas pour seule proie «l'armée» de l'ombre.

Démission

(ag) Dans cette sorte de révolution, non pas de velours mais peau de daim, qui voit le Parlement remettre en cause cela même que, pendant longtemps, il a accepté, ou couvert, ou feint d'ignorer, ce qui frappe, c'est l'absence de prise de responsabilité.

Le texte change, c'est celui d'une nouvelle époque. Normal. Mais il se double d'une confusion des rôles. Inquiétant.

Deux exemples.

Le chef de l'instruction de l'armée, à la suite de la votation du 26 novembre 1989 («Suisse sans armée»), met en place un groupe de travail. Son mandat est «d'examiner les critiques émises à l'encontre de l'armée et de les juger, ainsi que de rédiger des propositions de réforme». Le souci est louable.

Le groupe est composé de manière ouverte. Y figurent des hommes qui connaissent de l'intérieur la chose militaire; des hommes et des femmes qui, de l'extérieur, peuvent porter un regard plus critique. Bien.

Ce qui surprend, c'est que le président et les deux vice-présidents soient des parlementaires, issus de trois partis gouvernementaux: Otto Schoch, radical, président; David Eugen, PDC, vice-président et Francine Jeanprêtre, socialiste, vice-présidente. Ils signent à eux trois une postface intitulée «Perspectives»: «Les membres du groupe de travail politiquement actifs sur le plan fédéral considèrent comme leur devoir de veiller à ce que les réformes proposées soient réalisées dans un laps de temps approprié.»

Une des propositions du groupe est d'importance puisqu'elle touche une disposition essentielle de la Constitution: le service militaire obligatoire serait remplacé par une obligation générale de servir.

Ce qui étonne donc, dans la procédure, c'est qu'un fonctionnaire — le chef de l'instruction militaire en est un — puisse mandater de sa seule autorité une commission présidée par des parlementaires de poids, qui rendent public leur rapport et en annoncent le suivi avant qu'il en ait fait une appréciation et proposé ses réformes à l'intention de son chef de département.

N'est pas en cause — ce n'est pas le sujet — la qualité et la pertinence de ce

rapport. En revanche, comment accepter ce mélange des genres? Une commission de cette importance ne pouvait tenir son mandat que du chef de département, voire du Conseil fédéral; elle devait remettre son rapport à l'autorité politique, par qui elle aurait dû être mise en œuvre. Que M. Villiger accepte une telle procédure le fait juger inapte à sa fonction.

On s'étonnera de même qu'une personne qui avait été chargée d'une mission, M. Cattelan, le chef de la P26, doive, avec des fonctionnaires certes galonnés, mais fonctionnaires tout de même, tenir conférence de presse pour présenter sa propre défense. Où donc est

l'autorité responsable? M. Chevallaz assume, mais il n'est plus en fonction. D'autres ont assuré la continuité du pouvoir.

Il est de règle que celui qui a la responsabilité politique n'accepte pas que soit chargé un subordonné qui a agi sur ordre. Déjà, M^{me} Kopp avait dit fâcheusement que la faute du coup de fil incombaît à sa collaboratrice personnelle.

La commission d'enquête et le Parlement ne peuvent pas rappeler avec force et légitimement que l'armée est soumise à l'autorité politique, et ne pas s'étonner que l'armée tienne conférence de presse pour se défendre seule, comme si elle était un corps à part.

Pas normal que des fonctionnaires montent en première ligne et que leur chef, M. Villiger, ou même le Conseil fédéral, ne quitte pas son bunker. ■

HUMEURS PARLEMENTAIRES

Le règne des bruits de couloirs

(jd) L'élection du président et du vice-président de la Confédération comme la réélection des juges fédéraux relèvent du rite périodiquement renouvelé. Selon le principe de la rotation et dans le respect scrupuleux de l'ancienneté dans la charge, chaque membre du collège accède au fauteuil présidentiel: à moins d'un décès ou d'une démission, le nouveau venu au sein du Conseil fédéral peut d'emblée noter, sur son agenda, l'année de sa présidence. De même un juge fédéral: installé au Palais de Mon-Repos, il ne quittera les lieux qu'au moment de sa retraite. Dans les faits, me faisait remarquer un ami il y a quelques jours, nos juges sont nommés à vie, comme leurs collègues américains. Le double accroc de la semaine dernière a au moins l'avantage d'un rappel: au-delà du rite subsistent une procédure et une véritable compétence de l'Assemblée fédérale. Un juge peut chuter par absence d'une majorité qualifiée, même si aucun concurrent ne lui est opposé. Et la présidence du Conseil fédéral par rotation n'est pas une exigence légale. Seules contraintes juridiques: le président sortant ne peut être réélu immédiatement à la présidence ou à la vice-présidence et le vice-président ne peut le rester deux ans de suite.

Formellement, la gifle infligée à Flavio Cotti et le camouflet administré au juge

Schubarth n'ont donc rien de répréhensible; l'Assemblée fédérale a exercé sa compétence. Où le bât blesse, c'est lorsque l'exercice de cette compétence rompt soudainement et sans motif explicite avec le rite. Aucun député ne s'est élevé contre ces deux candidatures, aucun groupe parlementaire n'a évoqué la moindre critique. On en est donc réduit aux suppositions: campagne sournoise et discrète d'un collègue, flanquée d'une lettre ciblée d'une association pour le libre commerce des armes pour faire échec au juge Schubarth, dont par ailleurs personne ne met en doute la compétence et l'intégrité; grogne de certains parlementaires, irrités par tel projet législatif du conseiller fédéral tessinois, vexés par son style parfois cassant ou ne supportant pas son goût visible du pouvoir, voire même jaloux de sa popularité.

Dans ce malheureux épisode, le Parlement n'a pas gagné en crédibilité. Pire, en se déconsidérant il contribue à la dévalorisation des fonctions qu'il a compétence de pourvoir. Un juge, un président de l'Etat fédéral dépendent de bruits de couloirs et d'humeurs imprévisibles. On atteint là le degré zéro de la vie politique.

Je ne vois dès lors que deux issues à cette détestable situation. Ou le Parlement fait plein usage de ses compéten-

Une mince couche de vert

(jd) Certains milieux économiques et politiques sont gagnés par l'«europhorie». Pour eux, les négociations actuelles au sujet de l'Espace économique européen ne sont que temps perdu et diversion; c'est une adhésion rapide qu'il faut viser sous peine de voir la Suisse se marginaliser dans le contexte de la construction européenne. On peut comprendre cet enthousiasme pour une Europe qui doit à la fois élargir les libertés individuelles — déplacement, établissement et activité économique — et qui, grâce à la liberté des échanges, promet un coup de fouet économique, et donc la création d'emplois, dans un continent où la proportion de chômeurs est importante. Dans cette entreprise historique d'affirmation de l'Europe sur la scène mondiale, la Suisse n'aurait d'autre choix que d'embarquer au plus tôt, sous peine d'isolement mortel.

La croissance et ses suites

Cet aspect stimulant de la construction européenne ne doit pourtant pas faire oublier une face moins brillante et très préoccupante de l'entreprise. L'ouverture du grand marché, le 1^{er} janvier 1993, signifiera non seulement croissance économique soutenue et développement du commerce mais aussi graves atteintes à un environnement déjà bien malmené: production accrue de déchets, dégradation de la qualité des eaux, près de 70 millions de nouveaux véhicules automobiles sur un réseau routier en expansion, développement des axes ferroviaires à grande vitesse et dépresse-

ment des régions périphériques, destruction des paysages plus particulièrement dans les pays méditerranéens, augmentation de 20% des émissions de CO₂ et de 12% des oxydes d'azote. Ces prévisions peu réjouissantes ne sont pas le fait d'organisations écologistes, mais d'un groupe d'experts mandaté par la Communauté elle-même.

Malheureusement ce rapport semble ne peser que peu de poids dans l'édification du grand marché, tout entière finalisée par des objectifs économiques. Certes le Conseil des ministres a édicté plus de deux cents directives sur la protection de l'environnement, dont près de la moitié a déjà été intégrée dans les droits nationaux. Mais il y a loin du droit écrit à son application effective: plusieurs pays — notamment la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et l'Irlande — traînent les pieds. Les dépenses de la Communauté pour l'environnement — moins de un pour-mille du budget total — et la faiblesse des effectifs administratifs affectés à ce secteur — cent-cinquante fonctionnaires contre deux milles dans le domaine agricole — illustrent bien le manque d'intérêt de Bruxelles pour l'écologie.

Améliorer la participation

Dans le dernier bulletin de la Ligue suisse pour la protection de la nature (novembre 1990), Rudolf Strahm analyse de manière critique la dynamique européenne dans la perspective de la politique de l'environnement. Si, grâce au régime électoral proportionnel, les Verts ont pu occuper une place non négligeable au sein du Parlement européen, il reste que la Communauté ne se distingue pas par un processus de décision particulièrement démocratique et ouvert; les organisations écologistes notamment, mais aussi les minorités régionales et les syndicats n'ont guère accès à ce processus.

Sans prendre une position de principe sur la question des relations de la Suisse avec la Communauté — accord de libre-échange, adhésion ou option solitaire — Strahm indique quelques conditions indispensables dans le cadre des négociations; en particulier la présence des organisations écologistes dans la délégation

suisse, le maintien des normes suisses plus exigeantes — alors que l'AELE vient d'annoncer une possible renonciation en échange d'un droit de codécision dans le développement du droit communautaire — et même la possibilité de renforcer ces normes de manière autonome, le maintien des prescriptions restrictives en matière de trafic poids lourds. Strahm n'exclut pas d'ailleurs la solution d'une adaptation autonome de la Suisse aux règles communautaires à la fois par un développement eurocompatible de notre législation et par des accords conventionnels avec Bruxelles. On le voit, les seuls critères économiques se révèlent insuffisants pour décider des relations de la Suisse avec l'Europe des Douze. Mais les considérations écologiques ne permettent pas non plus de prendre cette décision de manière abstraite. En réalité, il s'agit d'un calcul stratégique qui doit tenir compte du double objectif de protection du milieu vital en Suisse et en Europe: ce double objectif est-il mieux servi par l'association ou l'adhésion — la Suisse vient alors renforcer le camp favorable à l'environnement — ou la qualité de la vie en Suisse est-elle mieux garantie transitivement par une démarche autonome, les expériences réalisées dans notre pays et les résultats obtenus préfigurant la politique européenne ? ■

ces et rompt avec le rite en justifiant politiquement ses choix. Ou le principe de l'indépendance de la justice d'une part et l'exigence de nécessaire dignité qui convient à la fonction présidentielle d'autre part conduisent à limiter le pouvoir de l'Assemblée fédérale. Qu'au rite et à ses accroc arbitraires se substituent l'élection à vie des juges et l'accession automatique par rotation à la présidence de la Confédération. Le Parlement restera maître de ses choix politiques lors de l'élection quadriennale du Conseil fédéral. ■

FABRIQUE DE DP Adresses et promotion

Les lecteurs de DP ont reçu, ou vont recevoir, un exemplaire du journal *La Distinction*, avec une proposition d'abonnement. Nous avons en effet procédé à un échange, ce qui permet aux deux publications de faire des actions de promotion sans grands frais. C'est l'occasion de rappeler que la transmission des adresses de nos abonnés est chose exceptionnelle: la dernière remonte à un échange avec l'AST, il y a plus de deux ans. Dans tous les cas, nous transmettons un jeu d'étiquettes que les bénéficiaires s'engagent à ne pas recopier et à n'utiliser donc que pour un seul envoi, dont nous connaissons le contenu.

Le scandale de Bruxelles

L'affrontement entre la Communauté européenne et les Etats-Unis sur la question des soutiens à l'agriculture a mis sur la touche les pays en voie de développement et leurs problèmes spécifiques. Mario Carera, coordinateur de la communauté de travail des organisations de développement, a suivi les négociations du GATT qui se déroulaient au niveau ministériel à Bruxelles la semaine dernière. Il en commente ci-dessous les aspects souvent oubliés.

Ils ont osé! Les deux plus grands géants agro-exportateurs du monde ont osé étaler leur affligeant désaccord sur les moyens de régler l'anarchie des marchés agricoles internationaux devant plus de cent délégations ministérielles consternées d'assister à un mauvais match de boxe.

A l'agenda depuis quatre ans, cette phase finale de l'Uruguay round devait fixer de nouvelles règles pour un fonctionnement moins anarchique du marché mondial (plus de 3'000 milliards de dollars d'échanges en 1989) et surtout intégrer de nouveaux secteurs aux accords du GATT (les services, la propriété intellectuelle, les textiles). Au-delà des lénifiants discours-prétextes sur l'écologie, l'affrontement entre les deux géants se résume à une question toute simple: acceptent-ils la réduction de leurs subventions à l'exportation afin de cesser d'inonder le marché agricole mondial de surplus bon marché qui concurrencent directement les productions alimentaires de nombreuses régions, celles des pays en voie de développement (PVD) en premier lieu? On s'en doute, les exportations agricoles communautaires (de la France en particulier) et celles des Etats-Unis apportant un plus bienvenu dans les balances commerciales, aucun des géants ne va lâcher de gaîté de cœur ses parts de marché. Encore moins si l'on y ajoute les bénéfiques politiques d'une distribution sous forme d'aide alimentaire régulière aux régimes amis dans le tiers monde.

Quelques principes simples devraient pourtant guider les réformes des politiques agricoles nationales: sécurité alimentaire pour tous, gestion respectueuse de l'environnement, maintien d'un peuplement rural. Admis par beaucoup (dont les Suisses), ces principes se brisent sur les intérêts nationaux et sur les moyens techniques et politiques à

mettre en œuvre pour les concrétiser.

Déficit démocratique

Le GATT dans sa forme actuelle — un simple accord sur les règles de commerce — a montré ses limites durant le show médiatique de Bruxelles. Déjà sous l'influence prépondérante des lobbies des transnationales (présence d'un directeur de Ciba-Geigy comme «conseiller» de la délégation suisse, céréalières membres des délégations des Etats-Unis et de la CE), les négociations de l'Uruguay round laissent peu de place aux pays du tiers monde. Si l'on excepte quelques «grands» (Brésil, Inde, Mexique), les délégations de beaucoup d'autres pays se composaient de moins de cinq personnes, généralement peu informées, alors que sept groupes de travail œuvraient en parallèle et que l'essentiel se passait en souterrain par la multiplication de contacts informels. Les fameux «salons verts» de négociation réunissant vingt à vingt-cinq pays se forment par cooptation, jeux d'influences qui excluent les plus faibles, qui sont la majorité. En face, la délégation des Etats-Unis, avec plus de 200 membres, était à l'aise. Pour garantir un fonctionnement démocratique et comme cela était déjà prévu en 1947 lors de sa création, le GATT doit intégrer le système des Nations Unies et se transformer en une véritable organisation de l'ONU, comme l'OMS, la FAO et d'autres.

Les autres secteurs

Au delà de la fixation agricole, quelques timides avances ont tout de même été enregistrées.

- L'intégration des textiles aux règles du GATT, voulue par les PVD, devrait être acceptée par les partenaires du Nord.

- Les services seront aussi intégrés, mais la bagarre fait rage (avec les Etats-Unis surtout) pour savoir s'il faut généraliser les préférences bilatérales actuellement en vigueur entre beaucoup de pays et quels secteurs peuvent être exclus de l'accord (les Etats-Unis plaident l'exclusion des télécommunications, des transports aériens et maritimes; la Suisse souhaite tout inclure).

- La propriété intellectuelle (protection des brevets, des marques, etc) sera aussi intégrée au GATT, contre l'avis de beaucoup de PVD (Inde par exemple) qui craignent une privatisation de la recherche, de la découverte et des technologies par les grandes firmes du Nord, au détriment des objectifs de développement qui impliquent une circulation l'innovation et des techniques. Dans le domaine agricole en particulier, les multiples variétés végétales du Sud sont prélevées sans royalties comme part du patrimoine de l'humanité par les firmes de semences du Nord qui les transforment, les améliorent et rendent ensuite les paysans dépendants de ces grains... contre royalties cette fois-ci.

La présence suisse

Emmenée par MM. Delamuraz et de Pury, la délégation suisse, forte de trente personnes très qualifiées, a fait le gros dos derrière la CE dans le dossier agricole et a défendu les intérêts suisses dans les services et la propriété intellectuelle. Dans ces deux derniers secteurs, la Suisse défend des positions pures et dures: intégration de tous les services — contrairement à beaucoup de pays riches, son offre est déjà déposée; elle se bat aussi pour une protection des brevets d'une durée de vingt ans, et pour pouvoir punir, par des mesures de rétorsion dans tous les secteurs couverts par le GATT, les pays — du tiers monde en général — ne combattant pas avec énergie le non-respect des brevets internationaux.

Avec des positions dures dans deux secteurs nouveaux pour le GATT et très sensibles pour les grands du Nord et du Sud, parce que les plus porteurs de croissance et de domination à l'avenir, la Suisse ne pourra pas éviter de faire d'importantes concessions dans le domaine agricole, le seul où elle est sur la défensive. Dans la suite des négociations, dès janvier à Genève, elle ne

pourra plus longtemps, comme le Japon et les pays nordiques, se cacher derrière la CE et l'empoignade sera rude. Le «deal industrie contre agriculture» que prévoit M. Delamuraz risque bien d'avoir lieu. Les dirigeants paysans suisses vont se sentir bien seuls et regretteront peut-être, un peu tard, de n'avoir pas noué des alliances plus tôt avec les milieux de l'environnement, du développement et des consommateurs. Les agriculteurs pourraient y trouver des alliés précieux pour autant qu'ils acceptent de renoncer à leurs subventions à l'exportation, de maîtriser la surproduction. Ils devraient aussi considérer l'écologie autrement que comme un slogan de cantine et concrétiser des idées de solidarité (par exemple le sucre du Sud plutôt que celui de la CE).

Au-delà de l'Uruguay round

Le prochain round devra discuter les liens évidents entre commerce, développement et environnement. Cette exigence de bon sens aurait dû être incluse dans les objectifs du round actuel, tant les imbrications mondiales de ces trois domaines sont patentes (que l'on songe par exemple aux questions climatiques). La Suisse, avec l'AELE, a pris l'heureuse initiative de déposer une demande dans ce sens à Bruxelles. Elle réclame avec raison la réunion en 1991 du groupe de travail du GATT sur l'environnement, créé en 1971 mais jamais réuni ! Dans le tumulte du dossier agricole, cette initiative AELE a reçu, semble-t-il, bon accueil.

La très importante conférence des Nations Unies sur le développement et l'environnement de 1992, au Brésil, offre un cadre idéal pour discuter théoriquement et politiquement, au niveau associatif comme au niveau gouvernemental, des prémisses trop économiques du libre-échange. Les exigences du développement (production alimentaire, transfert de technologie, créations d'emplois) et celles de l'environnement, très liées, doivent contraindre la communauté internationale à passer du «libre-échange» au «commerce équitable» («fair trade», not «free trade») et le GATT à respecter les conventions de l'ONU sur toutes ces questions (droits des travailleurs, protection de l'environnement et transferts de technologies).

Mario Carera

DRÔLES DE FRONTIÈRES La fresque de Cornavin

(jg) Les murs du vaste hall de nos gares sont couverts de fresques exaltant les paysages helvétiques; défraîchies par le temps, elles s'estompent peu à peu; l'œil n'est plus attiré et la plupart des voyageurs qui passent chaque jour pendant des années devant ces œuvres du début du siècle seraient sans doute incapables d'en décrire le sujet.

A la gare de Cornavin, un de ces décors a d'autant moins de chance d'être vu, ne disons même pas regardé, qu'il se situe à grande hauteur, au moins quinze mètres en dessus du sol, dans la grande salle face aux guichets. Il ne représente pas un paysage, mais une carte de l'Europe peinte à fresque.

Si vous y jetez un regard rapide et négligent, elle n'a rien de remarquable. Si vous êtes un tant soit peu amateur d'histoire et de géographie, vous la contemplez avec perplexité. Les frontières sont curieusement dessinées. L'Allemagne s'étend bien loin à l'Est... Et vous comprenez tout à coup que cette carte représente l'Europe d'avant-guerre, avec une Allemagne dans ses frontières de 1938. De plus la Hongrie et la Tchécoslovaquie n'y figurent pas explicitement, si bien que l'on peut même se demander s'il ne s'agit pas de l'Europe d'avant 14-18.

Comme les Etats baltes sont clairement dessinés en haut à droite, il semble toutefois que cette fresque représente bel et bien l'Europe des années trente. Les principales lignes ferroviaires du continent y sont dessinées, avec les grandes villes. Il est permis de rêver à l'axe Berlin - Dantzig - Königsberg - Riga... Si depuis Lech Walesa, tout le monde sait que Dantzig s'appelle aujourd'hui Gdansk, il faut suivre l'actualité de près pour savoir que Königsberg en Prusse orientale est aujourd'hui Kaliningrad en Russie.

Le plus troublant, sur la carte, est un terminus, situé en bas à droite, au-delà de la Volga, baptisé Ouralsk. Beaucoup de villes russes ont changé de nom depuis 70 ans, mais sur les cartes d'aujourd'hui, on trouve toujours Ouralsk, sur le fleuve qui lui a donné son nom. Cette cité n'est même pas en Russie, mais au Kazakhstan. Elle n'est pas sur le Trans-

sibérien, ni sur la grande ligne de chemin de fer qui dessert l'Asie centrale. A vrai dire, elle ne semble être sur aucune ligne d'importance. On se demande ce qui a bien pu pousser l'auteur de la fresque à mettre en évidence cette localité, sans doute l'élégance et l'équilibre du motif qui obligeaient à mettre un terminus à cet endroit.

Cette carte, si loin des frontières de l'Europe d'il y a cinq ans, s'en est rapprochée aujourd'hui... Pendant des dizaines d'années, des diplomates soviétiques ou polonais sont sans doute passés dessous sans la voir. On a peut-être frôlé l'incident diplomatique. ■

COURRIER

Energie et impôts

J'ai lu avec intérêt dans les derniers numéros de DP vos articles concernant la surtaxation de divers combustibles et carburants envisagée par le Conseil fédéral, ainsi que certaines conséquences à tirer selon vous du moratoire nucléaire. (...)

Ne craignez-vous pas que cette politique n'aboutisse principalement à aggraver l'inflation (...) sans diminuer sensiblement la consommation d'énergie? En effet, si toutes sortes de nouvelles taxes entrent un jour en vigueur, elles seront aussitôt englobées dans l'indice des prix à la consommation, puis dans les augmentations de salaire qui en découleront. (...) Résultat: une année plus tard, les gens disposeront d'autant de ressources qu'auparavant et n'auront plus aucune raison contraignante de chauffer moins leurs appartements, de circuler moins en voiture, etc. (...) Seuls les petits retraités et autres personnes de condition modeste qui ne bénéficient pas de revenus indexés auront été comme d'habitude floués (...).

Pierre Giovannoni, Lutry

(réd) Notre correspondant soulève un problème qui s'est déjà posé à d'autres occasions; il est vrai que, idéalement, une taxe d'orientation ne devrait pas entrer dans le calcul de l'indice des prix à la consommation. Mais même si elle l'est, elle a pour effet d'augmenter les prix de certaines catégories de produits seulement et donc d'orienter le consommateur grâce à des prix tenant mieux compte de l'énergie consommée pour leur fabrication. ■

Suivons Racine !

Au fait, avez-vous lu *Les Nains Bleus*, de Charles-Edouard Racine? (Bernard Campiche éditeur). L'histoire se déroule dans un pensionnat, quelque part dans les Préalpes ou dans les Alpes — l'un de ces innombrables pensionnats dont la Suisse a le secret. Des garçons et des filles, quelques institutrices: pas de «héros» à proprement parler — ce qui compte ici, c'est l'atmosphère *sui generis* de ces lieux, que Charles-Edouard Racine excelle à rendre. Une atmosphère... je dirais: un peu moite, un peu malsaine? faite de désirs plus ou moins inconscients, de petites jalousies, de regrets mais aussi d'espoir, surtout en ce qui concerne les pensionnaires et les institutrices les plus jeunes. A l'écart du monde? *Far from the madding crowd*? Pas tout à fait, car le pensionnat décrit

n'est plus pareil à ceux que l'on trouvait vers 1900, voire vers 1930; le monde est présent, tout autour, grondant et menaçant; l'une des élèves vient d'un pays où sévit la violence; elle risque d'être enlevée par les membres d'un mouvement d'opposition ou par ces mêmes membres, quand ils auront pris le pouvoir à leur tour — ne disait-on pas qu'il fut un temps, pas bien lointain, où l'Ecole Internationale se voyait menacée d'attentat à la bombe presque chaque semaine?

Il faudra suivre Racine dans ses prochains romans !

* * *

Je croyais avoir trouvé un moyen de me tirer d'affaire, devant la *marée* des publications. Je ne parlerais désormais que des auteurs qui figurent dans *L'Arra-*

A qui la faute ?

(pi) Sept cents personnes ont manifesté silencieusement à Gland samedi dernier pour dire leur désespoir et leur désarroi après la mort de trois adolescents en un peu plus d'une année, dans la région, à la suite d'accidents de la route.

Ces trois jeunes n'ont été, hélas, que des faits divers tragiques. Ils motiveront peut-être quelques aménagements ici ou là, mais ne sauraient remettre en question une politique, encore moins un système. Car le canton de Vaud continue de se distinguer par la priorité qu'il donne aux voitures sur les autres usagers de la route — piétons, cyclistes — et cela y compris à l'intérieur des localités. Combien de communes de ce canton, qui avaient des projets pour modérer la vitesse dans les zones habitées, se sont vues renvoyer à leur planche à dessin pour de futiles prétextes: tel giratoire n'est pas assez grand, un passage pour piétons surélevé est impensable sur une route cantonale, vous n'imaginez pas obliger les gens à entrer moins vite dans ce carrefour en diminuant la surface de chaussée... Et combien de projets issus tout droit d'une conception largement dépassée à la fois de l'urbanisme et de la sécurité sont-ils encouragés et réalisés

avec la bénédiction cantonale? On continue à construire droit, large et sans obstacles. Les piétons sont confinés sur des trottoirs et c'est à leurs risques et périls qu'ils les quittent. Ce qui permet aux statisticiens de décréter que les enfants jusqu'à quinze ans sont fautifs dans deux-tiers des cas lorsqu'ils sont impliqués dans un accident.

Reste à savoir si un enfant «qui s'élance sur la route», comme disent les communiés, est vraiment fautif. Ou le conducteur de vélo, même s'il commet des «imprudences», auquel le service des routes pense si peu lorsqu'il refait un tronçon ou aménage un carrefour. De nombreux cantons alémaniques, des *Länder* allemands, des pays entiers considèrent les voitures comme prioritaires sur les autoroutes et les routes principales, mais font passer la sécurité des plus faibles du trafic avant la rapidité sur les routes secondaires et dans les localités. Ici par contre, chaque kilomètre de piste cyclable, chaque aménagement augmentant la sécurité des piétons, toutes choses auxquelles l'autorité devrait penser d'elle-même, doit être obtenu de haute lutte et prend des années.

Derrière chaque enfant «fautif», il y a un automobiliste inattentif et une politique qui ne l'a pas contraint à la prudence. ■

che-Plume, de Georges Anex. De cette manière, j'aurais la garantie d'un label de qualité — sans compter la possibilité de «grappiller» une phrase, ici et là, pour mes propres comptes-rendus... Malheureusement, le livre a paru en 1980, et malgré les objurgations de ses amis, l'auteur n'a pas daigné nous donner une suite — c'est un des grands scandales de ce temps ! Le résultat en est que les romanciers récents n'y figurent pas, ni les écrivains qui s'étaient signalés dans d'autres domaines que celui du roman...

C'est le cas, notamment, de Michel Buenzod, vieux combattant de toutes les mauvaises causes auxquelles j'ai moi-même été mêlé; auteur remarqué de plusieurs pièces de théâtre remarquables (*Le Scoop*, *Une Révolution en été*, etc), qui fait paraître aujourd'hui à l'Aire un roman historique: *La Fabrique du corps*, consacré à Vesale. Qui est Vesale? «*Vesale (André), anatomiste flamand (Bruxelles 1514 – île de Zante – au large du Péloponnèse – 1564)*» (*Larousse encyclopédique*). Médecin de Charles Quint, condamné à mort par l'Inquisition pour avoir critiqué Galien, mort de faim et de fatigue, après que le vaisseau qui le menait à Jérusalem eut été jeté par la tempête sur l'île de Zante...

La Fabrique du corps est un grand livre, non indigne de *L'Œuvre au noir*, de Marguerite Yourcenar — j'y reviendrai. ■

Index annuel

Nous savons que vous êtes nombreux à utiliser l'index que nous publions tous les dix numéros. Ce rythme ne nous semble toutefois pas idéal: d'une part il oblige souvent à la consultation de plusieurs index pour trouver un article et d'autre part il occupe une page rédactionnelle. Nous avons donc décidé dès 1991 de ne publier qu'un index par année, qui sera encarté dans le premier numéro de l'année suivante. Si vous aviez en cours d'année besoin de retrouver un article et que vous n'y parveniez pas en feuilletant votre collection, vous pouvez recourir à notre répertoire sur ordinateur; c'est bien volontiers que nous vous transmettrons les références souhaitées. ■

DOMAINE PUBLIC — INDEX 1010 – 1019

Trente-sixième livraison de l'index des textes parus dans ces colonnes – DP 1011 (11.10.90) à DP 1019 (06.12.90)

1. Affaires fédérales

- 1010 Si le mal n'a pas gagné le Parlement PI
1010 Dossier de l'édito: Réformes avortées jd
1010 Ficho précision *
1014 La facture internationale YJ
1014 Agriculture: Finasseries ag
1014 Affaires étrangères: la discrétion ag
1015 Point de vue: Le 700e ambigu
G.S. Metraux
1015 Zéro plus zéro Marianne Enckell
1015 Les radicaux en veulent cfp
1016 Le devant de la scène PI
1016 Les Suisses se comptent: – Le poids des chiffres jd
1016 – Une image imparfaite, mais irremplaçable Jacques Longchamp
1016 Mais où est donc passé le Parlement ? Laurent Moutinot
AG
1018 La corde AG
1018 Constitution: Indifférence générale pour une révision totale yj
1018 Transparence ou obscurantisme René Lévy

2. Cantons

- 1010 Immobilier: Les Vaudois intraitables pi
1011 VD: Un peu de tenue, s.v.p. pi
1012 GE: Après la grève jd
1012 ZH: Les voies étroites de la démocratie pi
1013 GE: Et la démocratie ? *
1013 Elections jurassiennes: Mal préparées pi
1014 GE: On y roule bon marché ag
1018 Justice genevoise: Un climat de confiance jpb

3. Economie

- 1010 Genève au crépuscule Claude Raffestin
1011 De la capacité d'invention ag
1012 Le temps des incertitudes – avant celui de la récession ? yj
1012 Balance des paiements: Le passé florissant ag
1019 Numéro spécial
Pour une réforme du marché hypothécaire – La fièvre et ses remèdes

4. Environnement

- 1013 Le prix du verre jd

5. Energie

- 1010 L'eau, c'est la vie jd
1013 Interview: Daniel Brélaz – A l'épreuve des faits jd/pi
1015 Au coup par coup JD
1015 Dossier de l'édito: – Le principe de la taxe jd
– Le suivi du dossier pi
1016 Vite, du concret jd
1018 Le moratoire, mode d'emploi jd
1018 Soleil vaudois pi

6. Aménagement du territoire

- 1011 GE: De la crise à la recherche de solutions fb
1014 Construire la ville jd
1015 Participation: Des allers-retours indispensables jd

7. Transports

- 1015 Rail 2000: Des responsabilités partagées pi
1018 Transports publics régionaux: Des directives floues pi
1018 Singapour: Une gestion musclée

8. Politique sociale – Femmes

- 1010 Point de vue – Indemnisation de certains séropositifs: Inadmissible quant à son principe Philippe Bois
1010 La pauvreté aujourd'hui en Suisse ag
1010 De la discrimination sociale à la pauvreté Silvia Ricci Lempen
1013 Le difficile Pacte pi
1015 L'action sociale en chiffre Ariane Méade
1016 Pauvretés neuchâteloises: L'Uni sur les bancs du Grand Conseil ag
1016 «Féminin – Masculin» jg

9. Monde du travail

- 1011 Syndicats: Au rythme des fusions cfp
1012 Petites différences
1014 Arithmétique élémentaire ga

11. Logement

- 1011 A la caisse WL
1011 Dossier de l'édito: Critiquable et risqué réd
1011 VD: Epargne-logement pi

12. La Suisse et l'Europe

- 1012 Europe verte: La Suisse doublée pi
1013 L'exception légitime AG
1013 Le référendum de recours AG
1014 L'europhorisante initiative ag
1014 Nations et frontières: ne jetons pas tout ! Laurent Rebeaud
1015 Préparer l'étape suivante Yvette Jaggi, Michel Béguelin, Jean-Pierre Ghelfi
1015 Histoire de bornes Michel Béguelin
1017 Les sujets intouchables Domaine public
1017 Dossier de l'édito: L'avenir de la démocratie directe wl
1017 Paradis des cartels: On ferme yj
1018 La paix et le capital Jean-Pierre Ghelfi

13. Médias

- 1011 Quotidien romand «haut de gamme»: L'état des rumeurs cfp/pi
1012 SSR: La bourse et la vie JD
1012 Dossier de l'édito: A qui faire porter le chapeau ? jd
1012 Quotidien «haut de gamme»: Annoncé pi
1016 Une famille en or Silvia Ricci Lempen
1016 Hebdomadaires en difficulté cfp
1017 TV: L'union fait la force jd
1017 Confusion de genres jg

14. Tiers monde

- 1011 Le GATT au secours des travailleurs du tiers monde Mario Carera
1012 Les effets de l'Uruguay round Claude Auroi
1013 Planétaires de tous les pays... Mario Carera

- 1014 Pour un système équitable de désendettement Daniel Kaeser
1018 Conjoncture favorable cfr

15. Le carnet de Jeanlouis Cornuz

- 1010 Préjugés pris en défaut
1011 D'un rigolo à l'autre
1012 Le goût des navets
1013 L'information géométrique
1014 Un été avec les Suisses allemands
1015 Pléthore d'écrits
1016 Approche de la mystique
1017 Le roman de l'actualité
1018 Des écrivains impossibles

16. Réflexions

- 1016 Du Ghana à la Suisse cfr
1017 Propos désuets d'un anticommuniste primaire René Meylan
1018 Propos actuels d'un popiste Josef Zisyadis

17. Culture

- 1016 Réforme scolaire: L'air du temps Philippe Poussière
1017 Gustave Roud: le poète-photographe pi

18. Divers

- 1012 Un Conseil pour quoi ? pi
1013 Querelles de médecins jd
1017 Querelles de médecins *
1017 Géographie et géographes: Le nouvel âge ag
1018 Les nouveaux privilèges ag

DP **Domaine**
DP **Public**

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Pierre Imhof

Dans l'index, vous trouverez les initiales suivantes:

Gabrielle Antille	ga
Jean-Pierre Bossy	jpb
François Brutsch	fb
Jean-Daniel Delley	jd
André Gavillet	ag
Jacques Guyaz	jg
Pierre Imhof	pi
Yvette Jaggi	yj
Wolf Linder	wl
Charles-F. Pochon	cfp
Charlotte Feller-Robert	cfr

Un astérisque (*) indique une réaction de lecteur: des initiales en majuscules se rapportent à un éditorial.

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 **Vidéotex:** 021 312 69 10

CCP: 10-15527-9

Composition et maquette: Françoise Gavillet, Pierre Imhof, Liliane Monod

Impression: Imprimerie des Arts et Métiers SA

Lettre ouverte à ceux qui nous gouvernent à Berne

Je ne suis qu'un Suisse parmi d'autres, ni plus ni moins, un Suisse qui détient une parcelle de souveraineté qu'il vous a déléguée et dont vous ne refusez pas, que je sache, la quantité de travail qu'il met à votre disposition sous la forme des impôts et des taxes. Cet argent, que je vous remets scrupuleusement d'ailleurs, est enregistré, comptabilisé mais pas fiché avec la mention «subversif». En revanche, moi, je suis fiché, mais comme vous avez du retard, je ne sais pas encore quel est le qualificatif dont les fonctionnaires m'ont gratifié. Qu'importe, je suis homme et je peux comprendre l'erreur, même quand elle confine à la stupidité. Je ne vous cacherai pas que la découverte qu'une partie de mon travail serve à m'espionner et à me faire surveiller a quelque chose de surréaliste pour un individu qui croyait vivre dans un pays démocratique. En fait, ce qui m'a déplu, mis en colère même, c'est d'apprendre que, comme un délinquant, j'étais en liberté surveillée. Je sais maintenant que j'habite non pas le pays de la liberté, mais celui de la liberté surveillée. Kafka n'était pas suisse mais il aurait pu l'être, car dans son livre *Le Procès*, il décrit, sans le savoir ni le vouloir, l'actuelle condition helvétique tissée de bêtise et d'absurdité. Mais laissons cela de côté, j'ai suffisamment le sens du relatif pour me remettre de l'affaire des fiches, sinon pour l'oublier car elle fait maintenant partie de notre Histoire et de mon histoire tout à la fois.

Ma confiance ébranlée

Seulement voilà, il y a pire, Messieurs, il y a maintenant la P26 et la P27 qui ont ébranlé la confiance que j'avais dans un système politique qui, hier encore, ne faisait peut-être pas complètement mon admiration — on a toujours quelques petits re-

proches à faire — mais emportait mon adhésion sans restriction. Où va-t-on s'arrêter ? En effet, en plus du prix que je paie pour être espionné, le mot, vous me l'accorderez, n'est pas trop fort, je paie aussi la préparation de mon éventuelle élimination par une organisation secrète, un bras de «justice» que vous ne contrôlez pas, que vous ne surveillez pas vraiment et dont les mouvements désordonnés auraient pu, pourraient — je ne sais pas quel temps employer — non seulement m'abattre, ce qui n'est pas grave, mais encore vous abattre, ce qui est beaucoup plus grave !

Ce n'est pas choquant, mais effarant

Je ne peux pas admettre, et n'admettrai jamais, qu'une organisation secrète — bêtement attaché à la démocratie que je suis — puisse se nourrir, tel un parasite, de notre substance vive. Je ne m'étendrai pas sur les déclarations de votre ancien collègue M. G.-A. Chevallaz qui fait mentir l'adage latin «mens sana in corpore sano», car, à le voir, et cela malgré son âge, il a l'air en très bonne forme... physique... Dire qu'un «coup» se préparait en Suisse dans les années huitante ne me choque pas, cela m'effare tout simplement. Le mot est trop faible mais je ne trouve pas mieux, à l'instant. Mais une fois encore laissons cela, vous n'êtes pas responsables de vos anciens collègues, ce serait plutôt de ma faute, de notre faute.

Mais venons-en au fait. Qui êtes-vous donc, Messieurs, pour laisser s'instituer et prospérer une organisation secrète qui, à un moment ou à un autre, aurait décidé de la valeur de chaque Suisse ? Comment aurait-elle pratiqué pour séparer le bon grain de l'ivraie ? Que je suis bête, j'oubliais les fiches ! Non, je n'ironise pas, je ravive ma mémoire. Comment peut-on, dans un pays où

l'esprit de milice est exalté et élevé au rang de valeur nationale, laisser aux mains de quelques militaires paranoïaques l'organisation d'une éventuelle résistance ? Je vais vous répondre. On ne peut pas, car le véritable esprit de résistance se forge dans l'attachement à des valeurs de liberté et d'indépendance que des hommes et des femmes responsables, comme le sont les Suisses, s'efforcent de faire vivre chaque jour. Non, Messieurs, ce ne sont pas quelques saltimbanques obsédés par les complots qui feront vivre la résistance à l'oppression mais bien au contraire des citoyens bien informés, qui ont l'idée démocratique chevillée au corps.

A vous de me convaincre...

Si l'idée que vous vous faites des Suisses est celle qui transparait dans les sinistres découvertes de ces derniers mois, alors permettez-moi de vous dire que je suis inquiet pour notre avenir: de dérapage en dérapage on finit par quitter la route et tomber dans l'abîme.

Pour permettre de semblables choses, il a fallu que vous doutiez de nous, nous les citoyens communs, et que vous ne nous créditiez pas d'une éthique démocratique bien solide. Maintenant, c'est moi qui doute de vous et des quelques parlementaires qui ont cautionné ces épouvantables organisations secrètes qui ressortissent à des régimes politiques que j'ai vécus comme enfant dans un autre pays.

La disparition de mes doutes, Messieurs, sera à la mesure des décisions que vous prendrez pour me convaincre que la confiance que je vous accordais hier, je pourrai encore vous l'accorder demain. N'oubliez jamais que la valeur de chacun est déterminée par celle qui est accordée au moindre d'entre nous. N'avez-vous pas le sentiment que ce Suisse-là, ce Suisse quelconque, mérite une urgente revalorisation ?

Claude Raffestin

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Claude Raffestin est professeur de géographie à l'Université de Genève.